

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Iran Géopolitique et stratégie

N° 60 du 06.11.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à Part

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion

1-1 Luc Rosenzweig : La guerre contre l'Iran a commencé.

1-2 Rick Rozoff : Préparations de guerre contre l'Iran ? La mer d'Oman au centre de la guerre de l'Occident au 21e siècle

1-3 Une guerre contre l'Iran pour sauver Obama et l'économie américaine ?

1-4 Dmitri Kossyrev : Le dialogue avec l'Iran aura lieu, mais de quoi parlera-t-on?

1-5 Ben Cramer : L'Iran et les dérives atlantistes de quelques Européens.

1-6 La guerre contre l'Iran a commencé

1 Israël et le Pentagone défient Ahmadinejad.

2 L'Iran salue l'annonce américaine de classer Joundallah "groupe terroriste".

2 Déclaration, **courrier des lecteurs & témoignage**

2-1 Ahmadinejad pose ses conditions à la reprise des négociations avec les Six

2-2 Mahmoud Ahmadinejad en visite au Liban en allié politique, économique et militaire.

2-3 Ahmadinejad appelle à l'unité des Libanais face à Israël.

2-4 Ahmadinejad : L'Iran aux côtés du Liban face à Israël.

2-5 L'unité et la vigilance face aux ennemis sont une nécessité.

2-6 Chavez et Ahmadinejad affichent un front uni.

3 Annexe

3-1 Alain Grech : La gauche et l'Iran.

3-2 Les chrétiens pratiquent librement leur culte

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information..

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

1-1 Luc Rosenzweig : La guerre contre l'Iran a commencé.

nb: Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information..

La France étant plongée dans une de ses crises sociales récurrentes comme la fièvre quarte, elle est toute occupée à se regarder le nombril et à se lamenter sur elle-même. C'est pourquoi elle ne prête pas trop d'attention à des événements lointains et peu spectaculaires : aucune image de télé n'est disponible les concernant, et la quasi-totalité des budgets transmissions des grandes chaînes ont été dépensés dans la couverture de l'épopée souterraine des mineurs chiliens.

Et pourtant, la première guerre high tech du XXI^e siècle a bel et bien commencé, et elle oppose Israël soutenue par le Pentagone¹ à l'Iran et ses succursales syriennes, libanaises et gazaouites.

On se doutait bien que les autorités de Washington et de Jérusalem ne restaient pas totalement inertes devant les provocations répétées de Téhéran et l'échec patent de la politique de la main tendue d'Obama et de l'Union européenne pour mettre un terme aux ambitions nucléaires du régime des mollahs. Planification, négociations politico-stratégiques et préparatifs logistiques allaient bon train en coulisses pendant que les grands leaders distrayaient le grand public en focalisant leur attention sur la question mineure² du conflit israélo-palestinien.

Mystérieuse explosion à Khorramabad

Ce qui est nouveau, en revanche, c'est que les acteurs de ce conflit de l'ombre commencent à « communiquer » par des canaux parallèles, mais bien connus de ceux qui suivent attentivement ces questions.

Au cours de ce mois d'octobre, on a successivement appris :

1. Qu'un virus nommé Stuxnet, mis au point dans le cadre d'une étroite coopération entre les services israéliens et américains avait mis le souk dans les systèmes de gestion de la centrale nucléaire iranienne de Bushehr.

2. Qu'une « mystérieuse explosion » s'était produite le 12 octobre dans la base souterraine ultra-secrète de Khorramabad, à l'ouest de l'Iran, abritant des missiles à moyenne portée, provoquant la mort de plusieurs dizaines (certains disent même plusieurs centaines) de Pasdarans chargés de leur garde. Comme par hasard, cette explosion s'est produite au moment où Mahmoud Ahmadinejad défiait verbalement Israël à quelques kilomètres de sa frontière nord.

3. Que le Hezbollah libanais était approvisionné, via la Syrie, en missiles d'une portée de 250 km, permettant d'atteindre les centres vitaux d'Israël à partir de bases situées hors de la zone théoriquement contrôlée par la FINUL (Force d'interposition des Nations Unies au Liban).

Téhéran a minimisé les deux premières affaires en parlant « d'accident » pour l'explosion dans la base des missiles, et en niant officiellement qu'un virus informatique soit la raison des retards répétés dans la mise en route de la centrale de Bushehr.

On ne commente pas non plus ces deux affaires à Jérusalem et à Washington, mais les canaux par lesquels elles sont parvenues à la connaissance du public³ et les précisions avec lesquelles ces informations sont rapportées est un signe qui ne trompe pas : les services spéciaux israéliens ne sont pas totalement étrangers à ces affaires et tiennent à le faire savoir.

Quant aux informations sur les nouvelles capacités militaires de la milice du Hezbollah, elles ont donné lieu à un « scoop » récent du journaliste du Figaro Georges Malbrunot, ancien otage en Irak, qui sert habituellement de « petit télégraphiste » lorsque les services syriens ont un message à faire passer. C'est ainsi qu'au mois de juillet dernier, la révélation par ce même Malbrunot de l'utilisation par le Qatar de sociétés de sécurité israéliennes avait rendu fou de rage Serge Dassault, propriétaire du Figaro engagé dans de délicates négociations pour la vente de « Rafale » à l'émirat du Qatar...

Pour l'instant, cette guerre contre l'Iran est à mi-chemin entre le stade de la gesticulation et les premières escarmouches annonciatrice de la grande confrontation.

La suite dépend du nouveau cours que prendra la politique étrangère d'Obama après la débâcle démocrate annoncée lors des midterm du 2 novembre. Le départ de Rahm Emmanuel de la Maison Blanche et celui,

annoncé pour juin, de son plus proche conseiller David Axelrod marque sans doute la fin de la tentative de faire plier Benyamin Netanyahu sur la question des constructions dans les implantations.

Mais qu'advient-il ensuite ? Quelques augures conservateurs, comme l'ancien représentant américain à l'ONU John Bolton prédisent le pire : ligoté par un Congrès républicain en politique intérieure, Obama serait tenté de se concentrer sur des objectifs internationaux, par exemple en exigeant d'Israël qu'il adhère au Traité de non-prolifération nucléaire en échange du renoncement, par Téhéran à se doter d'armes atomiques. Ils annoncent aussi, en cas de blocage des pourparlers directs entre Palestiniens et Israéliens, que les Etats-Unis pourraient soutenir à l'ONU une résolution établissant un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza dans les frontières de 1967.

On ne voit pas comment Hillary Clinton (qui n'a pas perdu espoir de succéder, en 2016, à Barack Obama) pourrait souscrire à une telle ligne, et rien ne permet de penser que le successeur de James Jones à la tête du Conseil national de sécurité sera en mesure de « vendre » cette politique au Pentagone et au Congrès. Ce dernier tient, rappelons-le, les cordons de la bourse, et peut ainsi s'opposer au Président en coupant les vivres de projets qui lui sont chers. Il faudrait alors que cette politique d'Obama soit plébiscitée par l'opinion pour qu'elle ait quelque chance de s'imposer.

En attendant, au Proche-Orient, les bruits de bottes sont de plus en plus sonores...

Les « couacs » entre le Pentagone et la Maison Blanche viennent de faire l'objet d'un livre de Bob Woodward Obama's wars. Une « autonomisation » de l'action du Pentagone, dans certaines limites, n'est pas totalement à exclure... ↩

Luc Rosenzweig (journaliste....)

Publié le 29 octobre 2010

<http://www.causeur.fr/la-guerre-contre-l%E2%80%99iran-a-commence,7698>

1-2 Rick Rozoff : Préparations de guerre contre l'Iran ? La mer d'Oman au centre de la guerre de l'Occident au 21e siècle.

La progression monumentale des ventes d'armes et le développement de la puissance navale et aérienne dans la région de la mer d'Oman sont sans précédent. Ces deux phénomènes sont également des plus alarmants.

Bientôt, un quart des porte-avions nucléaires du monde seront dans la mer d'Oman.

Le super porte-avions à propulsion nucléaire de classe Nimitz, l'USS Abraham Lincoln, est arrivé dans la région le 17 octobre pour se joindre au groupe aéronaval de l'USS Harry S. Truman, lequel est arrivé sur les lieux le 18 juin dans le cadre d'une ronde régulière.

Le Charles de Gaulle, navire-amiral de la marine française, le seul porte-avions du pays et l'unique porte-avions nucléaire non étasunien, rejoindra prochainement ses deux semblables des États-Unis. Ces derniers possèdent la moitié des vingt-deux porte-avions du monde entier, les onze super porte-avions (pouvant transporter plus de 70 000 tonnes) et onze des douze porte-avions nucléaires.

En ce qui concerne le déploiement non planifié d'un second porte-avions étasunien dans la région, un reportage de CBS News signalait :

Les frappes aériennes en Afghanistan ont doublé et le secrétaire à la Défense Robert Gates a ordonné qu'un deuxième porte-avions, l'USS Lincoln, prenne part au combat.

La présence de deux porte-avions opérant au large de la côte du Pakistan signifie qu'environ cent vingt avions sont disponibles pour des missions en Afghanistan, cela sans compter les missions des Forces aériennes étasuniennes provenant de Bagram et de Kandahar [1].

Les pays entourant la mer d'Oman sont la Somalie, Djibouti, le Yémen, Oman, l'Iran, le Pakistan, l'Inde et les îles Maldives.

L'USS Lincoln et l'USS Truman sont actuellement assignés à la zone de responsabilité de la 5e Flotte des États-Unis, laquelle englobe le nord de l'océan Indien et ses affluents : la mer d'Oman, la mer Rouge, le golfe d'Aden et la côte est de l'Afrique jusqu'au sud du Kenya, le golfe d'Oman et le golfe Persique.

En plus des pays mentionnés ci-dessus, les pays bordant la mer Rouge et le golfe Persique sont l'Égypte, l'Érythrée, Israël, la Jordanie, l'Arabie Saoudite, le Soudan, Bahreïn, l'Irak, le Koweït, le Qatar et les Émirats arabes unis.

La 5e Flotte est la première flotte créée après la guerre froide. Inactive depuis 1947, elle a été remise en service en 1995. (La 4e Flotte, assignée à la mer des Caraïbes, à l'Amérique centrale et du Sud, a aussi été remise en service il y a deux ans après avoir été désarmée en 1950.)

Cette flotte partage son commandant et son quartier général avec le Commandement central des forces navales des États-Unis (CENTCOM) à Manama à Bahreïn, situé face à l'Iran, de l'autre côté du golfe Persique.

CENTCOM a été le dernier commandement fondé par le Pentagone durant la guerre froide (1983) et sa zone de responsabilité, appelée Grand Moyen-Orient, s'étend de l'Égypte à l'ouest au Kazakhstan à l'est, aux frontières de la Chine et de la Russie.

La 5e Flotte et le Commandement central des forces navales sont conjointement responsables de cinq forces opérationnelles à l'œuvre dans la mer d'Oman et les environs, lesquelles patrouillent plusieurs passages obligés de la planète : le canal de Suez liant la mer Rouge à la Méditerranée, où la 6e Flotte des États-Unis et l'opération Active Endeavor de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ont une grande influence; Bab el-Mandeb, reliant la mer Rouge au golfe d'Aden; et le détroit d'Ormuz, entre le golfe d'Oman et le golfe Persique.

La force opérationnelle interalliée 150 (CTF-150) est un groupe naval multinational fondé en 2001, possédant des installations logistiques dans la corne de l'Afrique, à Djibouti. Elle mène des opérations du détroit d'Ormuz à la mer Rouge, en passant par le golfe d'Aden et Bab el-Mandeb, et au sud jusqu'aux Seychelles, pays de l'océan Indien. L'an dernier le Pentagone a fait l'acquisition d'une installation militaire dans ce pays, sa deuxième dans un pays africain, où des véhicules aériens sans pilotes Reaper (drones), des anti-sous-marins PC-3 Orion, des avions de surveillance, ainsi que 112 personnels de la Marine ont été déployés. La Grande-Bretagne, le Canada, le Danemark, la France, l'Allemagne, le Pakistan, la Corée du Sud et la Thaïlande fournissent à l'heure actuelle des navires et du personnel à la CTF-150. D'autres participants se sont joints récemment, dont l'Australie, l'Italie, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, Singapour, l'Espagne et la Turquie.

La force opérationnelle interalliée 151 (CTF-151) a pour sa part été établie en janvier 2009. Elle mène des opérations dans le golfe d'Aden et le bassin Somalien, et couvre une zone de 1,1 million de mille carré. Il est prévu que vingt pays participeront à cette force opérationnelle menée par les États-Unis. La Grande-Bretagne, le Canada, le Danemark, la France, les Pays-Bas, le Pakistan, Singapour, la Corée du Sud et la Turquie se sont déjà engagés.

De son côté, la force opérationnelle interalliée 152 (CTF-152) est à l'œuvre du nord du golfe Persique au détroit d'Ormuz, entre les zones de responsabilité des CTF-150 et CTF-158, et fait partie de l'Opération libération de l'Irak.

Enfin, la force opérationnelle 158 (CTF-158) opère dans l'extrême nord du golfe Persique. Elle fait également partie de l'Opération libération de l'Irak et se compose de navires britanniques, australiens et étasuniens. Ses principales tâches comprennent la supervision des installations pétrolières de l'Irak et la création d'une marine irakienne contrôlée par le Pentagone.

Les États-Unis ont divisé le monde en six commandements militaires régionaux et en six flottes. La mer d'Oman est couverte par trois des commandements militaires du Pentagone : le Commandement central, le Commandement pour l'Afrique (USAFRICOM ou AFRICOM) et le Commandement du Pacifique. Cela indique l'importance attachée à la région.

En plus du quartier général de la 5e Flotte et du Commandement central des forces navales à Bahreïn, le Commandement central dirige des bases aériennes, de déploiement avancé et d'instruction dans le golfe Persique au Koweït, à Oman, au Qatar et aux Émirats arabes unis, s'ajoutant aux 56 000 troupes et aux bases aériennes, navales et de l'infanterie en Irak.

Plusieurs mois avant les attaques du 11 septembre 2001 à New York et au Pentagone, les États-Unis ont signé un accord avec un petit pays, Djibouti (avec une population de 725 000 d'habitants), pour l'acquisition d'une ancienne base navale française, Camp Lemonnier. Celle-ci est devenue une base expéditionnaire étasunienne hébergeant le groupe de forces interarmées multinationales pour la Corne de l'Afrique, affecté au Commandement pour l'Afrique, puisque ce dernier a été mis en service il y a deux ans. La zone de responsabilité du groupe de forces interarmées multinationales pour la Corne de l'Afrique comprend Djibouti, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Kenya, les Seychelles, la Somalie, le Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda, le Yémen, ainsi que ces pays de l'océan Indien : les Comores, Maurice et Madagascar.

Au début de 2002, les États-Unis ont déployé 800 troupes des opérations spéciales au Camp Lemonnier pour mener des opérations clandestines au Yémen, situé en face du Djibouti, de l'autre côté du golfe d'Aden. Il y a

maintenant environ 2000 troupes étasuniennes dans le pays et 3000 troupes françaises sur cette base militaire décrite comme la plus grande de la France à l'étranger. Au début de la décennie, l'Allemagne a déployé 1200 troupes à Djibouti avec des forces espagnoles et néerlandaises. La Grande-Bretagne a ajouté des troupes en 2005.

En tout, il y a entre 8000 et 10 000 personnels militaires des pays membres de l'OTAN à Djibouti. Le Pentagone a utilisé le Camp Lemonnier, le port de Djibouti et l'aéroport international du pays pour lancer des attaques au Yémen et en Somalie, et les troupes françaises au pays ont assisté Djibouti dans son conflit armé avec sa voisine l'Érythrée en 2008. La France utilise le pays pour entraîner ses troupes pour la guerre en Afghanistan et le Pentagone s'en est servi pour soutenir l'invasion de la Somalie en 2006.

Habituellement, un porte-avions, au coeur d'un groupe aéronaval d'attaque, est affecté à la 5e Flotte des États-Unis. Avec l'arrivée de l'USS Lincoln se joignant à l'USS Truman ce mois-ci dans la mer d'Oman, deux porte-avions sont maintenant affectés à cette flotte. L'USS Lincoln est accompagné d'un destroyer lance-missiles et « amène plus de 60 aéronefs additionnels à ce théâtre en soutien à l'opération « Liberté immuable » [2] ». Le groupe d'attaque de l'USS Truman comprend quatre destroyers équipés du système Aegis et pour des missiles antimissiles balistiques Standard Missile-3, d'un croiseur lance-missiles et de la frégate allemande FGS Hessen. Le Carrier Wing 3 rattaché au porte-avions comprend trois escadrons d'avions de combat, un escadron naval d'interception et d'attaque, ainsi que des escadrons de détection aérienne avancée, d'attaque électronique et d'hélicoptères anti-sous-marins.

Depuis qu'il est passé par le canal de Suez le 28 juin et jusqu'à la fin du mois dernier, le Carrier Wing 3 avait « complété plus de 3300 sorties aériennes et enregistré plus de 10 200 heures de vol, dont plus de 7200 en appui aux forces terrestres de la coalition en Afghanistan [3] ». Sept mille matelots et marines sont rattachés au groupe aéronaval d'attaque USS Truman.

Préalablement, peu après son entrée dans la mer Méditerranée en mai, l'USS Truman a engagé le combat avec son semblable, le porte-avions nucléaire français Charles de Gaulle, lors d'exercices d'interopérabilité interarmées à Marseille. Des avions de guerre français ont atterri sur le pont du Truman et des avions étasuniens sur celui du Charles de Gaulle.

Le porte-avions français a été renvoyé au port pour des réparations le jour où il prenait la mer pour « une mission de quatre mois visant à appuyer le combat en Afghanistan [mais] il reprendra le temps perdu en mer et son itinéraire ne changera probablement pas ».

Sa nouvelle mission, la première depuis 2007, « est de se joindre à la bataille contre la piraterie au large de la Somalie dans l'océan Indien et à la mission de l'OTAN en Afghanistan ».

« La nouvelle mission du navire est de se joindre au combat contre les pirates qui a lieu au large de la côte somalienne dans l'océan Indien, [où une] mission de l'OTAN est en cours [4]. » Des porte-avions nucléaires constituent un choix étrange pour faire face à la piraterie.

Le déploiement de l'OTAN en question est l'opération Ocean Shield, inaugurée en août 2009 et prolongée jusqu'à la fin de 2012. Les 1er et 2e Groupes de la Force navale permanente de réaction de l'OTAN, lesquels ont également visité Bahreïn, le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis et participé à des manœuvres navales interarmées avec le Pakistan, à l'extrémité est de la mer d'Oman, effectuent des rotations pour l'opération dans le golfe d'Aden.

L'opération étasunienne « Liberté immuable » inclut 16 pays au total : l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, Cuba (baie de Guantánamo), Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Jordanie, le Kenya, le Kirghizistan, les Philippines, les Seychelles, le Soudan, le Tadjikistan, le Turquie et le Yémen. Les efforts de l'OTAN égalent et renforcent ceux du Pentagone sur toute la largeur de la mer d'Oman, de la Corne de l'Afrique à l'Asie centrale et du Sud.

Lors de son sommet à Istanbul en Turquie en 2004, l'OTAN a lancé l'Initiative de coopération d'Istanbul afin d'établir un partenariat militaire avec les six États membres du Conseil de coopération du Golfe, soit Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis, et, entre-temps, a fait de la coopération et des échanges militaires avec eux [5]. Les Émirats arabes unis ont fourni des troupes à l'OTAN pour la guerre en Afghanistan et hébergent une base aérienne secrète pour le transit des troupes et de l'équipement vers la zone de guerre.

En mai 2009, le président français Nicolas Sarkozy a ouvert une base militaire aux Émirats arabes unis, la première base française permanente dans le golfe Persique et la première à l'étranger depuis 50 ans. Avec ses bases navale et aérienne et son camp d'entraînement, l'ouverture de cette installation a donné l'impression d'une démonstration de force contre l'Iran, qui se dispute avec les Émirats arabes unis l'île d'Abu Moussa dans le golfe Persique.

Les forces de l'OTAN opèrent également à partir de bases au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan.

L'Alliance de l'Atlantique Nord a lancé plusieurs attaques d'hélicoptères de combat au Pakistan depuis la fin du mois dernier et a tué trois soldats pakistanais le 30 septembre.

Cent vingt mille troupes provenant d'environ 50 pays servent sous l'égide de la Force internationale d'assistance à la sécurité de l'OTAN en Afghanistan.

Cette année, l'OTAN a transporté des troupes ougandaises par avion en Somalie pour qu'elles prennent part au conflit armé dans ce pays.

Le porte-avions Charles de Gaulle en route vers la mer d'Oman, également pour appuyer la guerre en Somalie ainsi que pour des opérations au large de la côte somalienne, a été commandé en 2001. Sept mois plus tard il est parti pour la mer d'Arabie pour appuyer l'opération « Liberté immuable » et la guerre en Afghanistan. Le 19

décembre cette année-là, des avions d'attaque Super Étendard et des chasseurs Rafale ont décollé de son pont pour effectuer des bombardements et des missions de reconnaissance, plus de 140 au total.

Les avions de guerre Super Étendard et Mirage affectés par la suite en mars au Charles de Gaulle ont lancé des attaques aériennes avant et durant l'opération Anaconda dirigée par les États-Unis.

Lorsque le porte-avions français arrivera dans la mer d'Oman ce mois-ci, il sera accompagné de deux frégates, d'un sous-marin d'attaque, d'un navire-citerne ravitailleur, de 3000 matelots et de 27 aéronefs : 10 chasseurs Rafale F3, 12 avions d'attaque Super Étendard, 2 avions d'alerte lointaine Hawkeye et trois hélicoptères.

Selon le commandant du groupe, le contre-amiral Jean-Louis Kerignard « la force aiderait les marines alliées à combattre la piraterie au large de la côte somalienne et enverrait des jets pour appuyer l'OTAN dans le ciel afghan ».

Les navires s'entraîneront avec des alliés de l'Arabie Saoudite, de l'Inde, de l'Italie, de la Grèce et des Émirats arabes unis et feront deux escales à la base française de Djibouti avant de retourner en France en février 2011 [6].

En comptant le groupe aéronaval d'attaque composé de l'USS Lincoln et de l'USS Truman, il y aura trois porte-avions, dix autres navires, un sous-marin d'attaque et pas moins de 150 aéronefs militaires dans la mer d'Oman. Cela s'ajoute aux cinq navires de guerre du 1er Groupe de la Force navale permanente de réaction de l'OTAN déjà dans ce théâtre, aux 14 à 15 navires de la CTF 150 et probablement à une douzaine d'autres avec les CTF-151, CTF-152 et CTF-158. Une formidable armada couvrant la mer d'un bout à l'autre.

En ce qui a trait au nord de la mer d'Oman, du golfe d'Oman et du golfe Persique, le 21 octobre les États-Unis ont annoncé un contrat de vente d'armes de 60 milliards de dollars avec l'Arabie Saoudite pour des chasseurs perfectionnés, des hélicoptères, des missiles et d'autres armes et équipements, « le plus gros contrat de vente d'armes de l'histoire des États-Unis selon une agence de presse occidentale [7] ».

Des bases militaires étasuniennes entourent l'Iran

Le mois dernier le Financial Times a dévoilé que Washington prévoit vendre des armes à l'Arabie Saoudite, au Koweït, à Oman et aux Émirats arabes unis pour une valeur de 123 milliards de dollars. En janvier de cette année, des rapports ont fait surface concernant des plans de la Maison-Blanche pour la vente de batteries de missiles Patriot à Bahreïn, au Koweït, au Qatar et à l'Arabie Saoudite. Par ailleurs, la Marine des États-Unis patrouille dans le golfe Persique avec des navires de guerre équipés de missiles intercepteurs Standard Missile-3 [8].

Relativement à l'est de la mer d'Oman, la secrétaire d'État Hillary Clinton a annoncé le 23 octobre un plan d'aide militaire de cinq ans d'une valeur de 2 milliards de dollars au Pakistan. On rapporte également que la visite du président Obama en Inde prévue le mois prochain aura entre autres pour but une importante vente d'armes qui fera des États-Unis le principal fournisseur d'armes de l'Inde, évinçant ainsi la Russie.

La progression monumentale des ventes d'armes et le développement de la puissance navale et aérienne dans la région de la mer d'Oman sont sans précédent. Ces deux phénomènes sont également des plus alarmants. L'Occident, les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN intensifient les opérations militaires dans la région, de l'Asie à l'Afrique en passant par le Moyen-Orient. Le théâtre d'opérations s'est récemment élargi, allant de l'Asie du Sud à la péninsule d'Arabie, avec des attaques de drones et d'hélicoptères au Pakistan et des frappes de missiles de croisière au Yémen.

Une guerre qui a commencé au début du siècle en est à sa dixième année et tout porte à croire qu'elle sera permanente.

Notes

1) CBS News, October 18, 2010

2) Navy NewsStand, October 17, 2010

3) Navy NewsStand, September 26, 2010

4) Associated Press, October 14, 2010

5) NATO In Persian Gulf: From Third World War To Istanbul, Stop NATO, February 6, 2009, <http://rickrozoff.wordpress.com/2009/08/26/nato-in-persian-gulf-from-third-world-war-to-istanbu>

6) Expatica, October 13, 2010

7) Deutsche Presse-Agentur, October 21, 2010

U.S. Extends Missile Buildup From Poland And Taiwan To Persian Gulf, Stop NATO, February 3, 2010, <http://rickrozoff.wordpress.com/2010/02/03/u-s-extends-missile-buildup-from-poland-and-taiwan-to-persian-gulf>

Rick Rozoff,

Article original en anglais : [Ongoing Iran War Preparations? Arabian Sea: Center Of West's 21st Century War](#), publié le 25 octobre 2010.

Traduit par Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#).

© Droits d'auteurs Rick Rozoff, Mondialisation.ca, 2010

6 novembre 2010

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=21783

<http://www.centpapiers.com/preparations-de-guerre-contre-liran-la-mer-doman-au-centre-de-la-guerre-de-loccident-au-21e-siecle/45378>

1-3 Une guerre contre l'Iran pour sauver Obama et l'économie américaine ?

Après son cuisant échec aux élections intermédiaires, Obama sait que s'il ne parvient pas à stimuler la croissance économique avant 2012, il ne sera probablement pas réélu. Les effets persistants de la récession qui accompagnent son séjour à la Maison Blanche causeront sans doute sa perte.

Dans ce contexte, les scénarios les plus hasardeux sont échafaudés par l'entourage du président pour tenter de répondre à la question cruciale: comment relancer rapidement la croissance ?

Les aléas du marché étant difficilement prévisibles ou maîtrisables, certains experts se penchent avec cynisme sur la question de la guerre comme stimulant économique, arguant que c'est bien la seconde guerre mondiale qui est venue à bout de la grande dépression de 1929.

Obama pourrait ainsi être tenté, avec le soutien des Républicains désormais forts au Congrès, de se lancer dans un bras de fer avec l'Iran pour défier son ambition de devenir une puissance nucléaire. Une stratégie de la tension qui permettrait de dépenser beaucoup en « préparatifs de guerre », nourrissant les carnets de commandes de nombreuses industries. Ce bras de fer permettrait aussi de souder la population autour de son président, dans un classique réflexe patriotique « d'union nationale » face à un ennemi extérieur.

Une hypothèse hautement dangereuse mais très sérieusement envisagés, voir encouragés, par certains milieux politico-économiques, aussi bien dans le camp démocrate que chez les neo-conservateurs.

PARIS (NOVOpres) –
04/11/10 – 11h40

[cc] Novopress.info, 2010, Dépêches libres de copie et diffusion sous réserve de mention de la source d'origine
[\[http://fr.novopress.info\]](http://fr.novopress.info)

<http://fr.novopress.info/71080/une-guerre-contre-l%E2%80%99iran-pour-sauver-obama-et-l%E2%80%99economie-americaine/>

1-4 Dmitri Kossyrev : Le dialogue avec l'Iran aura lieu, mais de quoi parlera-t-on?

L'Iran accepte la reprise des négociations. Pour tous les responsables de politique étrangère c'était une très grande nouvelle, d'autant plus que l'information est tombée vendredi, constituant en quelque sorte le point culminant de la semaine dernière. L'Iran accepte de relancer les pourparlers sur son programme nucléaire avec le " G-6 ", les cinq membres permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne.

Actuellement, depuis la semaine dernière déjà, Téhéran est en correspondance avec Catherine Ashton, Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, pour fixer l'heure et le lieu des négociations. La rencontre devrait avoir lieu entre le 10 et le 18 novembre, probablement à Vienne, pour se rapprocher des spécialistes de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dont le siège se trouve précisément dans la capitale autrichienne.

Cependant, ce n'est plus un scoop. Les sources diplomatiques, dès la fin septembre, dans les couloirs de l'Assemblée générale de l'ONU, disaient que l'Iran, après une année d'interruption, voudrait de nouveau négocier. Et en termes de délais on parlait effectivement de novembre. Certes, le dialogue avec l'Iran aura lieu. Mais de quoi va-t-on parler?

Le mois dernier, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad avait séduit ses électeurs par quatre conditions dont le respect permettrait aux négociations d'aboutir à quelque chose. Par exemple, l'Occident doit définir ce qu'il cherche à obtenir par le biais des négociations, l'amitié ou l'hostilité. C'est une question rhétorique. Or la dernière condition est très significative: le " G-6 " doit donner son avis concernant l'arsenal nucléaire d'Israël.

ette idée a été si souvent émise dans les déclarations similaires de propagande des Iraniens, qu'on essaye de ne pas y faire attention. Dommage. C'est réellement un problème pertinent. Il suffit de se référer à l'opinion des divers participants aux futures négociations.

Avec les Européens, tout est plus ou moins clair, ils prennent traditionnellement la responsabilité de l'organisation

car, en réalité, ils jouent ici un rôle passif, le rôle d'assistants fatigués et sans enthousiasme des Etats-Unis. La situation concernant l'Iran, ainsi que le problème de l'arsenal nucléaire d'Israël, " ce n'est pas leur guerre ". La Russie et la Chine se sont lassées de Téhéran et de son art de provoquer des scandales. Néanmoins, on disait que du point de vue de Moscou et de Pékin, les sanctions de l'ONU, ratifiées par les deux capitales en juin de cette année, seraient les dernières. Notamment car lors des négociations sur ces mesures, la Russie et la Chine ont clairement averti les Américains et les Européens qu'il ne faudrait pas, après les sanctions de l'ONU, adopter ses propres sanctions, plus rigides : dans le cas contraire vous n'aurez plus jamais notre soutien. Néanmoins, les occidentaux ont fait exactement le contraire. Mais les sources russes ont fait preuve d'optimisme en conseillant d'attendre jusqu'en novembre pour relancer les négociations.

Il reste Washington. Mais aux Etats-Unis on parle peu des négociations de Vienne. On s'y prépare aux élections dans les deux chambres du Congrès, dans les organismes législatifs locaux, des gouverneurs etc., où la défaite guette " le parti d'Obama ". Or contrairement aux autres membres du " G-6 ", Israël et l'Iran nucléaires représentent un thème de politique nationale pour les Etats-Unis et ses électeurs. Un mot de travers pourrait coûter les votes de certains électeurs.

Mais cela ne signifie pas que la diplomatie américaine de fait rien à l'approche des négociations. Elle le fait discrètement. Récemment, à Hanoi, lors des entretiens tenus dans le cadre de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ANASE), la Secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, qui s'était rendue exprès dans la ville de Sania dans le sud de la Chine, a rencontré les autorités chinoises pour déterminer si la Chine remplacerait les compagnies occidentales dans le cas où elles quitteraient le marché iranien. Des négociations similaires ont régulièrement lieu avec Moscou, on trace des " lignes rouges " pour chaque partie. Tout le monde prépare le terrain et attend l'issue des élections. Est-ce que les forces conservatrices seront réellement capables d'influencer la politique étrangère des Etats-Unis ? Ou seront-elles incapables d'apporter à cette politique les changements nécessaires?

Pour l'instant les conservateurs reprennent courage : les sanctions contre l'Iran fonctionnent.

A Téhéran il est difficile de payer avec des cartes bancaires, le pays est étouffé financièrement, les entreprises japonaises et européennes quittent le pays, remplacées, toutefois, par les entreprises sud-coréennes et chinoises.

Mais, quoi qu'il en soit, des changements concrets devraient se produire dans la situation de l'Iran. Lesquels? Il serait utile de citer deux articles du journal américain Foreign Affairs, principale édition traitant de la politique étrangère.

En exprimant, bien sûr, son avis et l'avis des auteurs, un article

(<http://www.foreignaffairs.com/articles/66569/avner-cohen-and-marvin-miller/bringing-israels-bomb-out-of-the-basement>) recommande de " sortir la bombe nucléaire d'Israël de sa cave ", en d'autres termes reconnaître Israël en tant qu'Etat nucléaire officiel, à l'instar de l'Inde. Pourquoi? Le deuxième article

(<http://www.foreignaffairs.com/articles/66535/mustafa-akyol/an-unlikely-trio>) explique que seulement deux puissances régionales pourraient devenir des alliés fiables des Etats-Unis au Proche Orient face au fondamentalisme sauvage et agressif, ce sont la Turquie et l'Iran. On en vient à la conclusion logique suivante : on peut présenter l'Iran en tant que " méchant ", mais il est impossible d'éviter constamment un dialogue sérieux avec Téhéran.

Evidemment, personne ne souhaite que Mahmoud Ahmadinejad triomphe en imposant, enfin, au " G-6 " une discussion sur un sujet extrêmement important, l'équilibre des forces et des intérêts au Proche-Orient, au lieu de ses " torts " concernant le nucléaire clairement non pacifique.

Dans une région où l'arsenal nucléaire non reconnu (ni réfuté) d'Israël, selon diverses évaluations, compris entre 80 et 500 têtes nucléaires, a son importance. Et cela influe sur le comportement de l'Iran. Quelle que soit la qualification de ce comportement – indigne, scandaleux etc.

Le redémarrage des relations avec Israël et la région se produira aux Etats-Unis tôt ou tard, plus tôt serait le mieux. Le Proche-Orient devient tout simplement trop grand pour que les Etats-Unis puissent se permettre de continuer à soutenir inconditionnellement Israël et construire sa politique dans la région en partant de cet axe. Devrait-on réellement parler de cela avec l'Iran? Il faudra bien le faire un jour, que ce soit sous Barack Obama ou sous un autre réformateur.

Ce texte n'engage pas la responsabilité de RIA Novosti ni de la rédaction de ce journal.

Par Dmitri Kossyrev,

RIA Novosti

AFP/ Behrouz Mehri

<http://fr.rian.ru/discussion/20101102/187771223.html>

1-5 Ben Cramer : L'Iran et les dérives atlantistes de quelques Européens.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce ne sont pas les Français mais les Britanniques qui se méfient le plus des conséquences imprévisibles que pourraient avoir des opérations militaires à l'encontre de sites (nucléaires ou pas) en territoire iranien.

C'est du moins ce qui ressort de sondages récents. Cette méfiance est un signe de sagesse dans la mesure où le recours au nucléaire, où qu'il soit, peut être la conséquence de ce qu'on appelle le « stress of war ». Parmi les autres stress, il y en a un que les stratèges n'ignorent point : les jours du Traité de Non Prolifération (TNP) sont comptés.

En attendant, les élites européennes ne semblent pas très mobilisées pour débloquer la situation, ou calmer le jeu. L'Union Européenne dans la rubrique politique étrangère ressemble fort à la Conférence du désarmement (CD) à Genève, cette institution qu'on surnomme parfois la Belle au Bois Dormant. Les initiatives de la PESC en matière de non-prolifération ne sont que des copies conformes aux déclarations du State Department à Washington.

La PESC est tellement imbibée d'Otanisme qu'elle n'a pas songé une seule seconde à créer un Conseil de Sécurité au sein des 27 Etats membres (même l'Union africaine s'est dotée d'un conseil de sécurité). Un conseil de Sécurité qui ne valoriserait pas ceux qui détiennent des armes de destruction de masse, contrairement à l'ONU.

Le chemin du renouveau, de l'initiative est donc emprunté par des acteurs qu'on n'attendait pas sur le dossier : la Turquie d'Erdogan et le Brésil de Lula. Incroyables mais vrais, voilà les Turcs- souvent dépeints comme alignés sur Washington, - qui se positionnent en successeurs des Roumains durant la guerre froide (sur le dossier TNP), ou des Polonais du temps de Rapacki.... (le plan de dénucléarisation du ministre, très mal vu à Moscou) ou de la Suède d'Olof Palme.

Certains experts des relations internationales imaginent déjà de futurs castings avec des Turcs réconciliés avec les Grecs, même sur le sort de Chypre, qui demanderont poliment aux Américains de ranger leur matériel et de se retirer, comme De Gaulle le fit avec fracas et panache à partir des années 60.

Envers et contre tout, faisant fi des maquettes de l'Europe de Maastricht, ou de Nice, il se pourrait que de nouvelles puissances reprennent le flambeau gaulliste, tentent de se distancier de l'Empire, quitte à innover le concept du 'non-alignement' (la première conférence a eu lieu il y a 50 ans !). Il n'est pas exclu que l'un de ces « alliés » qui regarde plus loin que l'horizon de Lisbonne fasse insérer dans sa Constitution (à défaut de constitution européenne digne de ce nom) un article du style : le pays « ne pourra accepter/accueillir aucune base militaire étrangère sur son territoire et ne pourra participer à aucune guerre d'agression ». (article 10 de la Constitution Bolivienne).

De la dénucléarisation à la neutralité.

Aucun document de la PESC n'a encore mis en avant la nécessaire dénucléarisation de l'ensemble européen, ne serait-ce que pour donner une petite chance de survie au TNP en 2015. Bref, l'Europe fait fausse route. Pas un commissaire à Bruxelles, pas un parti politique au Parlement pour initier un modèle de dénucléarisation comme le Parlement de Mongolie a réussi à l'imposer (zone exempte d'armes nucléaire reconnue comme telle par l'ONU) à partir de février 2000.

L'idée de dénucléarisation (du sol européen) nous entraîne bien vite au-delà. C'est normal. Après tout, le continent européen compte en son sein toutes sortes de territoires y compris des pays sans armée (Andorre, Islande, Lichtenstein, Monaco, San Marino), des territoires non militarisés dont les îles Aland (Finlande) et l'archipel du Spitzberg (Norvège). Cette diversité a longtemps été un atout même si le pire n'est pas non plus à exclure avec l'indépendance du Groenland, par exemple, un territoire qui, en dépit ou à cause des variations climatiques, pourrait être entraîné dans une nouvelle « guerre froide » face à tous ceux qui convoitent l'Arctique. L'Europe compte aussi des Etats neutres. Tous les cinq (Autriche, Finlande, Irlande Malte, Suisse) dont 4 membres de l'UE traversent ces temps-ci une crise d'identité. Que le citoyen Français lambda croit encore qu'être 'finlandisé' est quasiment une maladie, et un exemple de subordination à l'égard de Moscou, en dit long sur les dégâts du lavage du cerveau au temps de la guerre froide. Mais, plus grave encore, 2/3 des habitants de la Finlande d'aujourd'hui estiment que leur nation finira par adhérer à l'Alliance Atlantique « dans un avenir prévisible ». Pourtant, au vu de la crise économique et financière que les Européens traversent –y compris les budgets militaires - , au vu des clashes potentiels soulevés ci-dessus (Afghanistan, Iran), on peut légitimement se demander pourquoi plaider la cause de la neutralité de l'Europe est si inaudible dans les instances européennes. Pourquoi aucun parti politique pourtant à court de recette n'a mijoté cette idée et présenté l'ébauche d'un programme du genre ?!

Une France plus gaullienne aurait-elle pu ambitionner de freiner les dérives atlantistes de quelques Européens ? Même sous Chirac ? Peu importe le scénario. Aujourd'hui, avec une Union Européenne qui se fond dans ce magma qu'est l'OTAN, l'Europe comme la France vit à contretemps.

« Les dirigeants européens vont demander des liens plus étroits avec l'OTAN », révèle l'Irish Times. Un document préparatoire au Conseil européen du 16 septembre 2010 "présente les relations avec l'OTAN comme une manière d'exploiter davantage les liens de l'Europe avec Washington", en particulier dans les domaines économique et stratégique, explique le quotidien de Dublin. C'est la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, qui serait chargée de mettre en œuvre la recommandation des 27 Etats membres. Cette recommandation tombe au plus mauvais moment de l'Alliance. Cherchez l'erreur.

Espérons que les prochains manuels d'histoire au service des générations futures n'insisteront pas trop, le révisionnisme aidant, sur les aspects "positifs" de l'otanisme qui aurait libéré le joug des peuples d'Europe centrale et orientale et fait disparaître le Mur de Berlin.

Ben Cramer

http://www.csotan.org:80/ao/article.php?ao_id=39&art_id=507&Mois=octobre&Year=2010

1-6 La guerre contre l'Iran a commencé

1 Israël et le Pentagone défient Ahmadinejad.

La France étant plongée dans une de ses crises sociales récurrentes comme la fièvre quarte, elle est toute occupée à se regarder le nombril et à se lamenter sur elle-même. C'est pourquoi elle ne prête pas trop d'attention à des événements lointains et peu spectaculaires : aucune image de télé n'est disponible les concernant, et la quasi-totalité des budgets transmissions des grandes chaînes ont été dépensés dans la couverture de l'épopée souterraine des mineurs chiliens.

Et pourtant, la première guerre high tech du XXI^e siècle a bel et bien commencé, et elle oppose Israël soutenue par le Pentagone¹ à l'Iran et ses succursales syriennes, libanaises et gazaouites.

On se doutait bien que les autorités de Washington et de Jérusalem ne restaient pas totalement inertes devant les provocations répétées de Téhéran et l'échec patent de la politique de la main tendue d'Obama et de l'Union européenne pour mettre un terme aux ambitions nucléaires du régime des mollahs. Planification, négociations politico-stratégiques et préparatifs logistiques allaient bon train en coulisses pendant que les grands leaders distraient le grand public en focalisant leur attention sur la question mineure² du conflit israélo-palestinien.

Mystérieuse explosion à Khorramabad

Ce qui est nouveau, en revanche, c'est que les acteurs de ce conflit de l'ombre commencent à « communiquer » par des canaux parallèles, mais bien connus de ceux qui suivent attentivement ces questions.

Au cours de ce mois d'octobre, on a successivement appris :

1. Qu'un virus nommé Stuxnet, mis au point dans le cadre d'une étroite coopération entre les services israéliens et américains avait mis le souk dans les systèmes de gestion de la centrale nucléaire iranienne de Bushehr.

2. Qu'une « mystérieuse explosion » s'était produite le 12 octobre dans la base souterraine ultra-secrète de Khorramabad, à l'ouest de l'Iran, abritant des missiles à moyenne portée, provoquant la mort de plusieurs dizaines (certains disent même plusieurs centaines) de Pasdarans chargés de leur garde. Comme par hasard, cette explosion s'est produite au moment où Mahmoud Ahmadinejad défiait verbalement Israël à quelques kilomètres de sa frontière nord.

3. Que le Hezbollah libanais était approvisionné, via la Syrie, en missiles d'une portée de 250 km, permettant d'atteindre les centres vitaux d'Israël à partir de bases situées hors de la zone théoriquement contrôlée par la FINUL (Force d'interposition des Nations Unies au Liban).

Téhéran a minimisé les deux premières affaires en parlant « d'accident » pour l'explosion dans la base des missiles, et en niant officiellement qu'un virus informatique soit la raison des retards répétés dans la mise en route de la centrale de Bushehr.

On ne commente pas non plus ces deux affaires à Jérusalem et à Washington, mais les canaux par lesquels elles sont parvenues à la connaissance du public³ et les précisions avec lesquelles ces informations sont rapportées est un signe qui ne trompe pas : les services spéciaux israéliens ne sont pas totalement étrangers à ces affaires et tiennent à le faire savoir.

Quant aux informations sur les nouvelles capacités militaires de la milice du Hezbollah, elles ont donné lieu à un « scoop » récent du journaliste du Figaro Georges Malbrunot, ancien otage en Irak, qui sert habituellement de « petit télégraphiste » lorsque les services syriens ont un message à faire passer. C'est ainsi qu'au mois de juillet dernier, la révélation par ce même Malbrunot de l'utilisation par le Qatar de sociétés de sécurité israéliennes avait rendu fou de rage Serge Dassault, propriétaire du Figaro engagé dans de délicates négociations pour la vente de « Rafale » à l'émirat du Qatar...

Pour l'instant, cette guerre contre l'Iran est à mi-chemin entre le stade de la gesticulation et les premières escarmouches annonciatrice de la grande confrontation.

La suite dépend du nouveau cours que prendra la politique étrangère d'Obama après la débâcle démocrate annoncée lors des midterm du 2 novembre. Le départ de Rahm Emmanuel de la Maison Blanche et celui, annoncé pour juin, de son plus proche conseiller David Axelrod marque sans doute la fin de la tentative de faire plier Benyamin Netanyahou sur la question des constructions dans les implantations.

Mais qu'advient-il ensuite ? Quelques augures conservateurs, comme l'ancien représentant américain à l'ONU John Bolton prédisent le pire : ligoté par un Congrès républicain en politique intérieure, Obama serait tenté de se concentrer sur des objectifs internationaux, par exemple en exigeant d'Israël qu'il adhère au Traité de non-prolifération nucléaire en échange du renoncement, par Téhéran à se doter d'armes atomiques. Ils annoncent aussi, en cas de blocage des pourparlers directs entre Palestiniens et Israéliens, que les Etats-Unis pourraient soutenir à l'ONU une résolution établissant un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza dans les frontières de 1967.

On ne voit pas comment Hillary Clinton (qui n'a pas perdu espoir de succéder, en 2016, à Barack Obama) pourrait souscrire à une telle ligne, et rien ne permet de penser que le successeur de James Jones à la tête du Conseil national de sécurité sera en mesure de « vendre » cette politique au Pentagone et au Congrès. Ce dernier tient, rappelons-le, les cordons de la bourse, et peut ainsi s'opposer au Président en coupant les vivres de projets qui lui sont chers. Il faudrait alors que cette politique d'Obama soit plébiscitée par l'opinion pour qu'elle ait quelque chance de s'imposer.

En attendant, au Proche-Orient, les bruits de bottes sont de plus en plus sonores...

nb

Les « couacs » entre le Pentagone et la Maison Blanche viennent de faire l'objet d'un livre de Bob Woodward Obama's wars. Une « autonomisation » de l'action du Pentagone, dans certaines limites, n'est pas totalement à exclure... ➔

Avis aux commentateurs : d'un point de vue géopolitique, ce conflit reste mineur en dépit de sa durée et des litres d'encre et de salive qu'il fait couler. ↵

Notamment le journaliste indépendant israélien Jacques Benillouche (Slate.fr) et Stéphane

Publié le 29 octobre 2010 à 06h00

<http://www.causeur.fr/la-guerre-contre-l%E2%80%99iran-a-commence,7698>

2 L'Iran salue l'annonce américaine de classer Joundallah "groupe terroriste".

Les autorités iraniennes considèrent comme terroriste le groupe monarchiste Tondar et l'accuse d'avoir mené des attentats meurtriers en Iran.

Téhéran accuse les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux de soutenir ce groupe, responsable selon l'Iran d'un attentat meurtrier contre une mosquée à Chiraz (sud) qui avait fait 14 morts et quelque 200 blessés en 2008.

L'Iran a salué la décision des Etats-Unis de classer comme organisation terroriste le groupe sunnite Joundallah qui mène une rébellion sanglante dans le sud-est iranien, la qualifiant de "pas dans la bonne direction", selon l'agence de presse Fars jeudi.

Cette déclaration, faite par le porte-parole de la diplomatie iranienne, a été publiée le jour du 30e anniversaire de la prise par des étudiants islamistes de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran en 1979, devant laquelle des milliers d'Iraniens ont manifesté aux cris de "Mort à l'Amérique".

Téhéran et Washington ont rompu leurs relations diplomatiques depuis et les tensions se sont accrues entre les deux pays ces dernières années, en particulier à cause du programme nucléaire controversé de l'Iran.

"Lutter contre le terrorisme relève de la responsabilité de toutes les nations, et la République islamique d'Iran estime que classer le groupe terroriste (Joundallah, ndr) dans la liste des organisations terroristes par les Etats-Unis est un pas dans la bonne direction", a déclaré le porte-parole des Affaires étrangères, Ramin Mehmanparast, cité par Fars.

"L'Iran va évaluer dans les faits le changement de la politique américaine à l'égard des groupes terroristes comme le Joundallah, Tondar (monarchiste) ou le Pjak", a-t-il ajouté.

Le groupe Joundallah, dont les membres sont des sunnites appartenant à l'ethnie balouche, mène depuis dix ans une rébellion sanglante dans la province du Sistan-Balouchistan, frontalière du Pakistan et de l'Afghanistan.

Téhéran accuse Joundallah d'être entraîné et équipé par les services de renseignement américains, israéliens, britanniques mais aussi pakistanais, dans le but de déstabiliser le pouvoir central. Le chef du groupe, Abdolmalek Righi, a été pendu le 20 juin et le groupe a promis de venger sa mort.

"La désignation d'organisations terroristes joue un rôle essentiel dans notre combat contre le terrorisme et est un moyen efficace de limiter le soutien aux activités terroristes et de faire pression sur des groupes pour qu'ils abandonnent le terrorisme", écrit le département d'Etat dans son communiqué mercredi.

Concrètement, le classement interdit à toute personne de soutenir le Joundallah et prévoit le gel des avoirs que le groupe pourrait détenir aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis avaient classé en février 2009 parmi les organisations terroristes le groupe rebelle kurde Pjak qui a mené des opérations armées dans le nord-ouest de l'Iran.

jeudi 4 novembre 2010

[@CARGNjFdJSsBFxgFChw-.html">http://www.lyonne.fr/france_monde/international/l_iran_salue_l_annonce_americaine_de_classer_joundallah_groupe_terroriste @CARGNjFdJSsBFxgFChw-.html](http://www.lyonne.fr/france_monde/international/l_iran_salue_l_annonce_americaine_de_classer_joundallah_groupe_terroriste)

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

2-1 Ahmadinejad pose ses conditions à la reprise des négociations avec les Six

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a avancé quatre conditions à la reprise des négociations avec les Six (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU: Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni plus l'Allemagne). sur le programme nucléaire de son pays, a annoncé dimanche l'agence IRNA.

Arrivé dimanche à Ardebil (nord-ouest de l'Iran), le président iranien a fait une allocution au cours de laquelle il a formulé quatre conditions pour la reprise des négociations:

Primo, les négociations doivent respecter les règles de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Secundo, les grandes puissances devraient décider si, lors des négociations, "elles cherchent à coopérer ou s'agit-il d'un coup fourré".

Tertio, les Six devraient également décider s'ils avaient l'intention de suivre les règles et la logique au cours des négociations, ou de faire du bruit en cas d'échec.

La quatrième condition avancée par Mahmoud Ahmadinejad exige que les Six se prononcent sur l'arsenal nucléaire d'Israël.

"La réponse à ces questions sera déterminante pour les discussions", a affirmé le président iranien, en ajoutant que dans tous les cas "nous discuterons, mais nous discuterons différemment avec ceux qui recherchent l'amitié et avec ceux qui se présentent en ennemis".

Toutefois, M.Ahmadinejad a confirmé que l'Iran était prêt aux négociations, en soulignant que les discussions devaient être basées sur "la justice et le respect mutuels".

18/10/2010

<http://fr.rian.ru/>

Le président iranien énumère quatre conditions préalables à des entretiens avec le groupe 5+1.

Extrait

Réagissant à l'attitude des Occidentaux qui ont choisi de garder le silence face à ces questions, le président iranien a rappelé que cela était contraire à la réglementation de l'AIEA.

Notant que la nation iranienne traitera différemment ceux qui refusent la rationalité et les règles, le président Ahmadinejad a souligné que la nation iranienne n'était pas disposé à renoncer à ses droits.

L'Iran a-t-il souligné, souhaite engager un tel dialogue fondé sur la justice et le respect.

17 Octobre

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-96/1010171576151919.htm>

2-2 Mahmoud Ahmadinejad en visite au Liban en allié politique, économique et militaire.

Les alliés locaux des pays occidentaux, qui sont majoritaires au parlement mais cohabitent avec des représentants politiques du Hezbollah au sein d'un gouvernement dit "d'unité nationale", se plaignent que Ahmadinejad considère leur petit pays comme "une base iranienne en Méditerranée".

Le président iranien recevra un accueil chaleureux de la part des membres du Hezbollah et du mouvement Amal, dirigée par le président de la Chambre des députés, Nabih Berri.

Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, a estimé que le Liban se devait de rendre hommage à l'Iran pour son soutien aux mouvements de résistance de la région, notamment lors de l'offensive israélienne de l'été 2006 au Sud-Liban.

Lors d'un discours prononcé samedi, Nasrallah a rappelé que, au lendemain de ce conflit bref mais intense qui n'a pas permis à Israël de briser les reins du Hezbollah, l'Iran avait contribué grandement à la reconstruction de la région et des faubourgs sud de Beyrouth, les deux bastions du Hezbollah.

"D'où est venu cet argent ? De donations ? Non, pour être franc, de l'Iran", a-t-il dit.

Le Hezbollah chiffre cette aide à un milliard de dollars.

Mais l'influence iranienne au Liban ne s'arrête pas là. Téhéran a proposé d'aider le pays à moderniser son réseau électrique vétuste, de financer des projets hydrauliques et de compenser les armes américaines dont la fourniture est suspendue par les objections d'ordre politique du Congrès américain.

Le président iranien devrait signer un accord de prêt d'un montant de 450 millions de dollars pour ces projets de nature civile ainsi qu'un accord de coopération dans le domaine de l'énergie alors que le Liban s'apprête à attribuer en 2011 des licences d'exploration dans ses eaux méditerranéennes.

En août dernier, la République islamiste avait offert de dépêcher des troupes en soutien à l'armée libanaise à la suite d'un incident frontalier meurtrier entre le Liban et Israël, incitant les parlementaires américains à suspendre l'aide financière à cette dernière.

De source diplomatique, on souligne que toute fourniture d'armes iraniennes au Liban se ferait en violation des sanctions internationales infligées à l'Iran au titre de ses activités nucléaires sensibles, que les Occidentaux jugent susceptibles de déboucher sur la fabrication de l'arme atomique.

Lors de sa visite, le président Ahmadinejad doit prendre la parole à un meeting organisé dans la banlieue sud de Beyrouth par le Hezbollah, dont le chef compte aussi intervenir. On ignore si celui-ci, qui vit dans la clandestinité depuis 2006, sera physiquement présent où s'il s'adressera à la foule par le truchement d'une liaison vidéo.

Son déplacement au Sud-Liban, où patrouillent les casques bleus de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), se fera à titre privé, au terme de la partie officielle de sa visite à Beyrouth.

Mahmoud Ahmadinejad doit se rendre dans les localités de Cana et Bint Jbeïl, laquelle, située à quatre kilomètres seulement de la frontière israélienne, avait été sévèrement bombardée par l'armée israélienne lors de l'agression de l'été 2006.

Ahadinejad a affirmé le mois dernier que toute attaque d'Israël contre l'Iran conduirait à sa disparition en tant qu'entité politique. Israël, pour sa part, redoute par-dessus tout que l'Iran se dote de l'arme atomique et n'exclut pas une "frappe préventive", bien que Washington y soit hostile.

Durant la partie officielle de sa visite, le président iranien sera reçu par le président Michel Souleïmane, Nabih Berri et le Premier ministre Saad Hariri.

La visite d'Ahmadinejad intervient dans un contexte de tension interne au Liban dû à la possible mise en cause de membres du Hezbollah par le tribunal spécial mis sur pied par l'Onu pour juger les auteurs ou commanditaires de l'attentat au camion piégé qui a coûté la vie à Rafic Hariri et à 22 autres personnes.

Le Hezbollah a présenté le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) comme un instrument entre les mains d'Israël mais Saad Hariri a refusé à ses partenaires minoritaires gouvernementaux de dénoncer les investigations qu'il mène pour faire la lumière sur la disparition de son père.

(Avec les agences de presse)

Mercredi, 13 octobre 2010 -

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2606>

2-3 Ahmadinejad appelle à l'unité des Libanais face à Israël.

Au premier jour de sa visite officielle dans le pays, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a salué la "résistance" des Libanais face aux "agressions" d'Israël, et les a appelés à l'"unité".

"Nous soutenons avec force la résistance du peuple libanais contre le régime sioniste", a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse avec son homologue libanais Michel Sleimane, quelques heures après son arrivée pour une visite de deux jours. "Nous avons tous les deux des intérêts et des ennemis communs", a-t-il affirmé, en référence à Israël, que le Hezbollah a combattu durant la guerre de 2006 ainsi que dans le sud du Liban jusqu'au retrait de ses troupes en 2000 après 22 ans d'occupation.

"La résistance du peuple, du gouvernement et de l'armée du Liban contre l'ennemi sioniste n'est pas seulement une source de fierté pour les Libanais mais pour toute la région car elle a changé l'équilibre des forces en faveur des peuples de cette région", a affirmé Mahmoud Ahmadinejad. Il faisait référence au fait qu'Israël n'est pas parvenu à neutraliser le Hezbollah durant la guerre de 2006. "Tant que l'esprit d'agression existe dans la région, celle-ci ne connaîtra pas la stabilité", a prévenu le président iranien, qui effectue sa première visite au Liban depuis son élection en 2005.

Mahmoud Ahmadinejad a présenté au président Sleimane un "nanoscope" (instrument de visualisation en trois dimensions) fabriqué en Iran.

13 octobre 2010,

[La Rédaction](#)

2-4 Ahmadinejad : L'Iran aux côtés du Liban face à Israël.

Extrait

Nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Premier président iranien à se rendre au Liban, Mahmoud Ahmadinejad a affirmé que "

"La nation iranienne se tiendra toujours au côté de la nation libanaise et ne l'abandonnera jamais face aux animosités, venant principalement du régime sioniste", a déclaré le président de la République islamique.

Il a tenu ces propos en rencontrant le président libanais Michel Souleïmane

Ahmadinejad, dont la visite a été qualifiée de "nouvelle provocation" de sa part par une Maison blanche inquiète de l'influence croissante de l'Iran au Liban, n'a pas fait référence au Hezbollah.

La venue d'Ahmadinejad n'est pas non plus du goût de la majorité parlementaire libanaise pro-occidentale, qui reproche à Téhéran de considérer le pays comme "*une base iranienne en Méditerranée*".

Le président iranien a eu mardi un rare entretien téléphonique, dont rien n'a transpiré, avec le roi Abdallah d'Arabie, qui soutient la majorité libanaise conduite par le Premier ministre Saad Hariri.

Pour circonvenir toutes ces préventions, Ahmadinejad a fait valoir que son pays soutenait "*un Liban fort et unifié*". Nous soutiendrons toujours le gouvernement du Liban et sa nation", a-t-il dit en présence de Souleïmane, un chrétien maronite.

"Nous avons confirmé l'importance du maintien de l'unité nationale libanaise, du soutien à l'Etat et aux institutions et du renforcement des fondements de leur stabilité", a déclaré Michel Souleïmane après l'entrevue.

PRÊT DE 450 MILLIONS DE DOLLARS

Le ministre libanais de l'Energie et de l'Hydraulique, Gebran Bassil, a confirmé que l'Iran avait accepté de fournir au Liban un prêt de 450 millions de dollars pour financer des projets civils dont Mahmoud Ahmadinejad aurait souligné que tous les Libanais profiteront.

Le Hezbollah chiffre l'aide iranienne à la reconstruction de ses fiefs du Sud-Liban et des faubourgs sud de Beyrouth après les bombardements israéliens de 2006 à un milliard de dollars.

Les experts occidentaux pensent que l'Iran aurait aussi réarmé ce mouvement et qui signale disposer de plus de 30.000 roquettes et missiles, soit plus qu'avant le conflit d'il y a quatre ans.

Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, a souligné cette semaine que le Liban se devait de rendre hommage à l'Iran pour son soutien aux "*mouvements de résistance de la région*", dont fait aussi partie le Hamas palestinien.

À PORTÉE DE JUMELLES D'ISRAËL

En fin de journée, le président Ahmadinejad a pris la parole lors d'un meeting organisé dans la banlieue sud de Beyrouth par le Hezbollah, déclarant qu'Israël aurait à payer le prix de toute nouvelle agression.

Israël, a-t-il dit, "a le sentiment d'être dans une impasse, et pourrait organiser de nouvelles actions perfides pour sauver son existence et se créer des occasions. (Mais) j'annonce ici et maintenant que toute nouvelle action perfide ne fera qu'écourter l'existence scandaleuse de ce régime fabriqué."

Au terme du volet officiel de sa visite, Mahmoud Ahmadinejad doit se déplacer jeudi à titre privé au Sud-Liban, où patrouillent les casques bleus de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul).

<http://www.lexpress.fr/actualites/>

2-5 L'unité et la vigilance face aux ennemis sont une nécessité.

Les présidents iranien et libanais ont mis l'accent sur la nécessité du développement des relations de part et d'autre dans tous les domaines et notamment économique. Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad et son homologue libanais Michel Sleimane ont réitéré également le maintien de l'esprit de l'unité, de la solidarité et de la résistance face au régime sioniste et ses protecteurs avant de prôner la vigilance face aux conspirations des ennemis. Ahmadinejad en affirmant que le Liban est le fer de lance du combat contre l'ennemi des nations de la région, a indiqué que les ennemis cherchent à porter atteinte au Liban afin de dominer les nations de la région. De ce fait le soutien des gouvernements et des nations de la région au peuple et à la résistance libanais serait à même à faire échouer les ennemis dans leur visée néfaste. Le président Sleimane a pour sa part tenu à rappeler

que les ennemis en semant la discorde font tout pour engendrer des tensions dans la région et notamment au Liban. "Le maintien de l'esprit de l'unité et de la solidarité dans la région est contre la volonté du régime sioniste, d'autant plus que les différents groupes libanais par leur convergence et leur unité sauront régler les problèmes, tout comme le cas où avec ce même esprit, la résistance est sortie victorieuse de la guerre de 33 jours.", a souligné le président Sleimane. Lors de ces différentes rencontres au Liban, le Président Ahmadinejad s'est entretenu avec le Premier ministre Saad Hariri et le président du parlement Nabih Berry des questions intéressants les deux parties.

14 Octobre

<http://french.irib.ir>

2-6 Chavez et Ahmadinejad affichent un front uni.

Le président Mahmoud Ahmadinejad a déclaré mercredi à son homologue vénézuélien Hugo Chavez qu'ils auraient raison de leurs adversaires communs, lançant ainsi une nouvelle salve contre des pays occidentaux dont il affirme l'échec des tentatives pour isoler l'Iran.

A l'issue d'une visite de deux jours à Téhéran, Chavez a condamné les menaces militaires portées contre l'Iran, que les Etats-Unis et Israël n'excluent pas d'attaquer pour l'empêcher d'acquérir l'arme nucléaire.

La visite de l'allié latino-américain de Téhéran intervient une semaine après le voyage d'Ahmadinejad au Liban, où l'a fêté le mouvement chiite du Hezbollah. Ces deux démarches diplomatiques visent en partie à montrer à Washington que l'Iran compte encore dans le monde des amis prêts à contester les intérêts américains.

"Je dois profiter de l'occasion pour condamner ces menaces militaires dirigées contre l'Iran", a dit Chavez lors d'une conférence de presse où chacun des deux hommes appelait l'autre "frère".

"Nous savons qu'ils ne réussiront jamais à restreindre en quoi que ce soit la révolution islamique (...) Nous nous tiendrons toujours côte à côte, non seulement nous résisterons mais nous serons victorieux côte à côte", a-t-il ajouté.

Chavez a dit avoir signé plusieurs nouveaux accords destinés à stimuler la coopération bilatérale dans le domaine industriel.

De son côté, Ahmadinejad a affirmé que l'Iran et le Venezuela s'inscrivaient dans un front révolutionnaire d'Amérique latine "qui s'étend jusqu'en Asie orientale".

"Si autrefois mon frère M. Chavez et moi, ainsi que d'autres personnes, étions seuls dans le monde, aujourd'hui une longue file de responsables révolutionnaires sont debout ensemble", a-t-il dit.

"Les ennemis de nos peuples partiront un jour.

C'est la promesse de Dieu, et la promesse de Dieu sera tenue", a ajouté Ahmadinejad dont les propos seront sans doute interprétés en Israël comme une nouvelle menace de celui qui a souvent affirmé que l'Etat juif disparaîtrait.

Robin Pomeroy,

Philippe Bas-Rabérin pour le service français

3 Annexe

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

3-1 Alain Grech : La gauche et l'Iran.

nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Depuis la révolution iranienne de 1978-1979, sans doute le plus grand mouvement populaire du dernier quart du XXe siècle, la gauche occidentale s'est divisée sur l'appréciation qu'elle pouvait porter sur ces événements et sur le régime mis en place. Ce débat s'est évidemment intensifié avec l'arrivée de Mahmoud Ahmadinejad au pouvoir et encore davantage avec l'élection présidentielle contestée de juin 2009 (Lire Immanuel Wallerstein, « The World Left and the Iranian Elections », Zcommunications, 5 août 2009).

Parmi les points de désaccord à l'intérieur de la gauche, la place de la religion dans le mouvement politique.

Souvent, au nom de l'anticléricalisme, elle rejette tout mouvement qui se réclame de la religion. Mais n'est-ce pas aussi, au nom de la religion, qu'ont été menés bien des combats anticolonialistes (mais pas tous, que l'on pense à l'Indochine, par exemple) au cours des XIXe et XXe siècles ? Et il est vrai aujourd'hui que, avec le recul des idées marxistes, nombre de combats intègrent une dimension religieuse.

Que l'on songe à l'Amérique latine, au Brésil ou au Venezuela, avec des aspects parfois franchement réactionnaires, comme le refus du droit des femmes à l'avortement.

D'autre part, la dimension « anti-impérialiste » du combat mené par ces pays, de l'Iran au Venezuela – et qui est assumé par eux dans une alliance dont a témoigné la récente visite de Hugo Chavez en Iran – complique aussi le positionnement de la gauche radicale. On peut noter que des mouvements comme le Hamas et le Hezbollah allient une vision assez libérale de l'économie avec une résistance déterminée à ce qu'une grande partie des populations du monde arabe dénonce comme les tentatives israélo-américaines de contrôler la région.

Un dilemme plus ou moins similaire s'est posé avec le régime de Saddam Hussein en Irak (la dimension religieuse en moins), bien qu'il ait abandonné, dès la fin des années 1970, la moindre prétention à la lutte anti-

impérialiste. Une partie de la gauche radicale américaine (et des progressistes irakiens en exil) s'est ralliée à l'intervention américaine de 2003, au nom du renversement des dictatures.

Je verse à ce dossier la traduction d'un article de Fayazmanesh Sasan, professeur émérite d'économie à l'université California State, Fresno, paru sur le site CounterPunch, 22-24 octobre (« [The Left and Iranian Exiles](#) »). Il est l'auteur de [The United States and Iran : Sanctions, Wars and the Policy of Dual Containment](#) (Routledge, 2008).

« Il ya quelques jours j'ai reçu un courriel intitulé "CounterPunch publie de l'agitprop ouvertement CIA-israélienne contre l'Iran." L'e-mail faisait référence à un article paru récemment dans CounterPunch par une irano-américaine qui avait assisté à un dîner à New York organisé par le président Ahmadinejad pour des militants anti-guerre, pour la justice sociale et la paix, alors que M. Ahmadinejad était en visite aux Etats-Unis pour assister à l'Assemblée générale. L'auteur de l'article, qui soutient sans doute le "mouvement vert" en Iran, a été bouleversée par le fait que les activistes américains assistant au dîner n'ont pas contesté les violations des droits humains en Iran, et, au contraire pour la plupart, ont exprimé leur indignation devant la politique étrangère des Etats-Unis. L'auteur de l'e-mail a trouvé l'article similaire à ceux que l'Iran publie pour dénoncer les propagandistes israélo-américains. Qu'un tel article ait été publié sur un site progressiste semblait l'inquiéter.

J'avais également reçu des commentaires similaires sur d'autres articles écrits par certains des partisans du mouvement vert iranien et publiés sur le site CounterPunch. Ces billets étaient apparemment destinés à m'avertir que comme un contributeur de longue date de CounterPunch et un critique de "l'USrael" – un terme que certains croient à tort que j'ai inventé – je suis resté silencieux devant ces articles de certains partisans du mouvement vert en Iran.

(...) A la suite de l'élection présidentielle controversée de 2009, j'ai exprimé mon avis sans détour sur la nature complexe du gouvernement iranien et les problèmes auxquels font face les progressistes américains lorsqu'ils traitent de cette complexité. Ces points de vue m'ont rendu persona non grata dans les médias en Iran. (...)

Dans un autre article dans CounterPunch, j'ai également mis en garde certains partisans du mouvement vert au sujet de leur liaison dangereuse avec les opposants pro-américains et israéliens au gouvernement iranien. Cet avertissement m'a valu de nombreux témoignages de reconnaissance de lecteurs de CounterPunch, notamment de nombreux Iraniens progressistes. Mais il a aussi suscité des grognements de certains exilés iraniens qui, souvent, essaient de dépeindre toute critique de leurs opinions politiques comme un "soutien au régime iranien." Entre autres choses, j'ai été accusé d'être indifférent aux violations des droits humains en Iran. On m'a aussi dit que je n'étais pas suffisamment informé, ignorant le fait que tel ou tel individu était mort ou avait perdu la vue sous la torture dans la célèbre prison d'Evine. Je n'ai pas répondu à toutes ces idioties. Si je l'avais fait, j'aurais certainement rappelé à ces critiques la déclaration de Martin Luther King que les Etats-Unis sont "le plus grand pourvoyeur de violence dans le monde d'aujourd'hui". La déclaration était vraie à l'époque de King et elle continue à l'être de nos jours. Alors pourquoi ignorer le grand pourvoyeur de violence et violateur des droits humains et se concentrer sur l'adversaire chétif ? Pire, pourquoi faire appel au premier contre le second ? (...)

La réaction des exilés iraniens verts était emblématique de leur politique et de leur tactique. Ces exilés sont aussi satisfaits d'eux-mêmes que les "principalists" qu'ils abhorrent ("principalist" est un terme utilisé pour désigner les différentes factions iraniennes qui sont opposés aux réformistes et au mouvement vert). Ces exilés sont aussi intolérants à d'autres vues que leurs homologues tyranniques en Iran sont dédaigneux de la voix de la dissidence. »

Chaque progressiste américain qui choisit de se concentrer sur la critique de la ligne politique israélo-américaine envers l'Iran, par opposition à la question des droits humains, est dénoncé par ces exilés, comme un fou gauchiste ou un ignorant des subtilités internes de l'Iran. Et ceci en dépit du fait que ces Américains montrent souvent, à travers leurs analyses approfondies, une meilleure connaissance de l'Iran que ces exilés qui écrivent de longs essais rhétoriques. Ainsi, tandis que le mouvement vert exilés est obsédé par "l'élection volée" de 2009, il faut surtout compter sur des observateurs non-iraniens pour analyser les derniers rapports de l'AIEA, les dernières sanctions américaines et résolutions de l'ONU, le rôle des groupes de lobbying israéliens dans la formulation de ces résolutions, l'effet de ces sanctions sur l'économie iranienne, etc. (...)

Visitez n'importe quel site web Internet iranien vert et tout ce que vous y trouvez est la critique du régime actuel. C'est comme si tous les troubles en Iran étaient causés par le pouvoir et que tous les problèmes disparaîtraient s'il y avait un changement de régime en faveur des Verts. Les accusations absurdes se sont tellement intensifiées que le site web vert le plus populaire, et le principal porte-parole du mouvement vert en Iran, a déclaré le 2 octobre 2010, que la crise financière récente en Iran et les fluctuations monétaires étaient le fait du gouvernement lui-même ! Sous le titre "La continuation de la crise des devises et de l'or : le bénéfice du gouvernement dans l'accroissement des échanges", le site fait valoir que le gouvernement iranien a créé la crise et bénéficié de la dévaluation du rial parce que le gouvernement calcule ses dépenses en rial et ses revenus en dollars. Si ce site ne faisait pas une telle fixation sur la question du changement de régime, et s'il avait une seule personne à son comité de rédaction avec une certaine connaissance élémentaire de l'économie, de telles absurdités n'auraient pas été publiées.

Inutile de dire que la crise financière récente en Iran, comme la plupart des crises de ce type ailleurs, a été le résultat de l'incertitude, d'une peur intense, et de la spéculation sur le marché des devises. Et la peur et l'incertitude ont été largement causée par l'effet cumulatif de sanctions qui étouffent l'économie iranienne et provoquent de la douleur et la souffrance de masse.

L'obsession du mouvement vert iranien avec "l'élection volée", comme je le craignais, a poussé ces exilés à se rapprocher de la politique "USraelienne". Certains groupes de pression nationalistes iraniens qui durant

l'administration Bush s'étaient opposés à l'adoption de sanctions supplémentaires contre l'Iran ont récemment activement poussé l'administration Obama à sanctionner le gouvernement iranien et le corps des pasdarans, comme si de telles sanctions n'existaient pas déjà et comme si une telle intensification n'était pas orchestrées par les groupes de lobbying israéliens et leurs représentants dans le gouvernement des Etats-Unis. Les exilés, bien sûr, ont vu leur souhait satisfait et plus de sanctions ont été adoptées. Le 29 Septembre 2010, le président Obama a signé un ordre exécutif qui a imposé des sanctions sur les huit fonctionnaires iraniens "considérés comme responsables ou complices de violations graves des droits humains".

Bien sûr, une fois de plus, le cerveau derrière cette décision de l'exécutif n'était autre que le suspect habituel, le néo-conservateur Stuart Levey, sous-secrétaire pour le terrorisme et le renseignement financier du département du Trésor. Lors d'une cérémonie annonçant les sanctions, M. Levey a été félicité par les secrétaires Geithner et Clinton pour "la conception de ces actions financières significatives".

Quelques jours plus tard, les médias "principalist" en Iran ont utilisé le fait que certains exilés verts avaient remercié l'administration Obama pour avoir imposé une nouvelle série de sanctions. Une de ces médias, a exploité le titre d'une émission Radio Free Europe / Radio Liberty : "Merci M. le président Obama, pour vos sanctions concernant les droits humains." L'article visait l'activiste et lauréate du prix Nobel Shirin Ebadi se félicitant des sanctions. Dans un entretien avec le service persan de Deutsche Welle elle a affirmé que les sanctions marquent un "tournant" non seulement pour l'Iran, mais pour "l'histoire des droits humains".

La même Radio Free Europe/Radio Liberty a publié plus récemment un autre article à l'occasion du voyage de M. Ahmadinejad au Liban intitulé : "Les intellectuels iraniens au peuple libanais : 'Ahmadinejad ne mérite pas votre confiance'." L'article indiquait qu'un groupe d'environ trente journalistes iraniens, intellectuels et universitaires en poste aux Etats-Unis, au Canada et en Europe avaient dit dans une lettre ouverte adressée au peuple du Liban qu'il ne devrait pas se laisser berné par le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, qu'ils accusent d'être bon à rien. La lettre, clairement inspirée par le mouvement vert comme le montrent sa référence élogieuse à la visite du président Mohammad Khatami au Liban en 2003 et la condamnation de "l'élection volée" en Iran, qualifie la politique d'Ahmadinejad de "dangereuse" et responsable des sanctions généralisées contre l'Iran et des risques d'une guerre potentielle. Elle mentionne également l'appui Ahmadinejad pour un "certain groupe" au Liban, qui est à l'origine de tensions dans ce pays (clairement il visait le Hezbollah libanais).

La lettre ci-dessus n'est pas vraiment sincère lorsqu'elle affirme que la politique d'Ahmadinejad est responsable des sanctions. Les intellectuels et les universitaires iraniens savent sûrement que l'Iran a fait l'objet de nombreuses sanctions depuis plus de trente ans. Ils savent aussi que l'une des sanctions les plus oppressives, à savoir, la Iran-Libya Sanctions Act, a été imposé à l'Iran en 1996, sous la présidence de Mohammad Khatami, l'un des principaux leaders du mouvement vert. La lettre n'est pas non plus sincère lorsqu'elle assure que la tension au Liban est provoquée par Ahmadinejad et le Hezbollah, et non par Israël et ses alliés traditionnels au Liban. Etant donné la popularité que le Hezbollah doit à sa résistance héroïque et à ses batailles contre Israël, il est difficile d'imaginer qu'une lettre d'opposition au Hezbollah rendrait le mouvement vert iranien beaucoup plus populaire au Liban.

« Ce compte-rendu partiel de la politique et des tactiques employées par certains partisans du mouvement vert en exil explique pourquoi de nombreux progressistes américains se méfient de ce mouvement et de son avenir. Ils se souviennent du fait que des exilés irakiens progressistes, face à un gouvernement despotique, sont devenus de plus en plus réactionnaires. Ils se souviennent du fait que la question des droits humains est devenue un des prétextes pour provoquer un changement de régime en Irak. Ils se souviennent du fait que dans le processus qui a pavé la voie à l'invasion de l'Irak, les exilés irakiens, dont certains progressistes, sont devenus d'utiles outils (aux mains des néoconservateurs). Ils se souviennent aussi que la dévastation de l'Irak, des millions de morts et de déplacés et une économie en ruine, ont été le prix de l'établissement d'un gouvernement ami des Etats-Unis qui ne soutient plus le mouvement de résistance contre Israël.

C'est pourquoi un certain nombre de lecteurs de CounterPunch semblent préoccupés par certains articles publiés sur ce site progressiste par les exilés iraniens. Mais ces lecteurs ne doivent pas oublier que CounterPunch a également publié de nombreux articles qui critiquent les Iraniens qui appuient les "USraéliens". Ils doivent aussi se rappeler que la situation en Iran est complexe et qu'il est légitime de se préoccuper de l'actuelle intolérance du gouvernement iranien à l'égard de toute voix dissidente, même sincère et indépendante. Dans cette situation complexe, séparer le bon grain de l'ivraie, établir la différence entre les préoccupations légitimes et les prétentions exagérées, distinguer les analystes sincères des opportunistes politiques, et reconnaître la différence entre les nationalistes étroits et les internationalistes qui ne se rallieront pas à la politique américaine et israélienne, pourrait devenir extrêmement difficile. C'est pourquoi je n'envie pas le travail de ceux qui siègent au comité de rédaction des médias progressistes comme CounterPunch. Ils sont confrontés à des choix difficiles. »

Alain Grech

source : <http://blog.mondediplo.net/2010-10-...>

4 novembre 2010

<http://www.michelcollon.info:80/La-gauche-et-l-Iran,2771.html>

3-2 Les chrétiens pratiquent librement leur culte.

Intervention de l'ayatollah Mohaghegh Ahmadabadi

En Iran, les « relations entre l'islam et le christianisme » sont basées « sur l'amitié, le respect et la compréhension mutuelle », estime l'ayatollah Seyed Mostafa Mohaghegh Ahmadabadi, professeur de la faculté de droit à l'université 'Shahid Beheshti' de Téhéran, membre de l'Académie iranienne des Sciences.

Invité spécial du synode pour le Moyen-Orient, il est intervenu hier, le 14 octobre, en présence de Benoît XVI. Dans son intervention, il a regretté « qu'au cours des derniers 1 400 ans, parfois du fait de considérations politiques, ces relations aient connu des moments sombres ». « Mais il ne faudrait pas imputer ces actes illégitimes accomplis par certains individus ou groupes à l'islam ou au christianisme », a-t-il insisté.

« Selon les enseignements du Coran, dans la plupart des pays islamiques, notamment en Iran, comme la loi même l'a stipulé, les chrétiens vivent côte à côte et en paix avec leurs frères musulmans », a-t-il ajouté. « Ils jouissent de tous les droits juridiques comme les autres citoyens et exercent librement leurs pratiques religieuses ».

L'ayatollah iranien a voulu remercier Benoît XVI « pour ses remarques opportunes et capitales dans les discours à Jérusalem et à Istanbul relatives à l'importance d'assurer des relations saines, amicales et continues entre chrétiens et musulmans ». « Une telle approche et de telles manières sont essentielles pour tous les croyants et assurément importantes pour la paix dans le monde », a-t-il ajouté.

La constitution de la République islamique d'Iran reconnaît la minorité chrétienne dans le pays. Interviewé par Radio Vatican le 13 octobre dernier, Mgr Ramzi Garmou, archevêque chaldéen de Téhéran, a rappelé que les chrétiens se trouvent « dans ce pays depuis l'aube du christianisme ».

« Nos églises sont ouvertes pour les célébrations liturgiques, pour l'enseignement et différentes activités pastorales », a-t-il expliqué. Mais « on n'a pas le droit d'évangéliser d'une manière directe. Les conversions sont interdites », a-t-il ajouté en soulignant combien, selon lui, l'évangélisation passait « par le témoignage de la vie quotidienne ».

Marine Soreau,

Zenit, 15 octobre 2010

<http://www.jerusalem-religions.net/spip.php?article1946>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19